

Le prix du papier fait mal à plusieurs

Les entreprises recourent à des méthodes originales pour économiser

VALÉRIE BEAUREGARD

Les journaux ne sont pas les seuls à souffrir de la hausse du prix du papier. Les imprimeurs, les fabricants de papier hygiénique et de formules d'affaires, les éditeurs de magazines la trouvent aussi bien dur à digérer.

Alain Guilbert, président des Publications Transcontinentales, éditeur d'une vingtaine de magazines : « Tout le monde est touché mais on réagit avec prudence quand il s'agit de prendre des mesures. » Il ne serait pas surpris toutefois si plusieurs magazines devançaient la majoration de leurs tarifs publicitaires de 1996 pour l'afficher dès septembre.

En ces moments difficiles, il faut trouver, poursuit-il, des façons originales de faire des économies. Ainsi, son groupe a réduit les copies gratuites sur ses listes de distribution. Jusqu'ici, il ne se sentait pas prêt à risquer une augmentation des prix en kiosque ou ceux de l'abonnement.

Maclean Hunter et Télémedia réduiront dès juillet leur format d'un quart de pouce tout le tour de la page.

« Des clients pensent deux fois avant d'investir en imprimerie », observe Jacques Vandelac, vice-président Développement de Datamark LithoChrome. Les entreprises faisant imprimer des pièces de façon répétitive (encarts publicitaires, marketing direct), plus sensibles au prix du papier, sont portées à réduire leur fréquence d'impression.

Se faisant plus créatif, Datamark LithoChrome propose à son client des pliages différents ou des impressions sur une moins grande surface de papier. Le client paie le même prix qu'en septembre dernier mais pour une impression demandant moins de papier. C'est une façon de lui faire garder le contrôle sur ses coûts, indique M. Vandelac.

L'imprimerie Iavalloise a le vent dans les voiles et n'enregistre pas de ralentissement malgré la hausse du prix du papier allant jusqu'au double de ce qui se voyait l'automne dernier pour certaines catégories.

Cette remise en question se vit aussi chez sa cousine Datamark Lancaster, fournisseur de formules d'affaires. Le pré-

sident Jeffrey Zunenshine n'a pas encore vu de clients lever les pattes, ceux-ci ne pouvant se passer si vite de leurs précieux factures ou étiquettes. Il craint toutefois que cette hausse de prix n'encourage des entreprises à accélérer leur projet de réduction ou d'élimination du papier.

Des clients seraient incités à regarder de plus près la possibilité d'implanter un système d'échange électronique de données (EDI) ou de produire eux-mêmes leurs factures à l'aide d'une imprimante au laser.

Pour faire contrepois à cette tendance, Datamark élargit la gamme de ses services, y ajoutant par exemple la distribution ou l'entreposage, de façon à ce que le papier devienne un moindre facteur pour elle. Les prix de Datamark ont augmenté de 15 p. cent à 80 p. cent depuis le printemps dernier, dépendant du papier utilisé.

Le prix du papier augmente sans cesse depuis un an. Le papier journal qui cote 675 \$US la tonne depuis le 1er mai (ce qui inclut un escompte de 10 p. cent) passera à 783 \$US au 1er janvier (avec un escompte de 5 p. cent).

Dans le domaine de la fibre recyclée, les prix ont explosé. M. André Hébert, vice-président, Projets spéciaux de Papiers Perkins, dit payer 400 \$-420 \$ la tonne ce qu'il payait environ 160 \$ en 1989. « Ça nous fait mal », dit-il sans détour, rappelant que la compagnie a déclaré une perte nette de 3,5 millions à son premier trimestre de 1995, en dépit d'une augmentation de ses revenus de 86 p. cent.

Papiers Perkins fabrique des produits hygiéniques, des serviettes, des mouchoirs et du papier essuie-tout à partir de fibre recyclée sous des marques comme Décor et Budget. Toutefois, 70 p. cent de son chiffre d'affaires vient de la production pour marques privées.

M. Hébert note que le secteur du papier hygiénique n'a pas réagi assez vite pour éponger l'augmentation des coûts, ayant été en outre ces dernières années aux prises avec un surplus de capacité de production. Si le consommateur a déjà vu le prix de ces papiers monter, il peut s'attendre à d'autres augmentations au cours des prochains mois et oublier le papier essuie-tout à 25 cents les deux rouleaux.

Les profits de la Banque de Montréal en hausse de 19 p. cent

MAURICE JANNARD

La Banque de Montréal a enregistré des profits de 225 millions de dollars pour le deuxième trimestre qui s'est terminé le 30 avril 1995, une hausse de 19 p. cent par rapport aux résultats de la même période de l'an dernier.

La direction de l'institution torontoise attribue cette performance à une progression de 7,8 p. cent du marché de la PME et à une hausse de 16,4 p. cent des prêts hypothécaires à l'habitation.

L'actif total de la banque est évalué à 145 milliards \$, soit une hausse de 23 p. cent sur l'an dernier.

Par rapport aux données du premier trimestre (terminé le 31 janvier 1995), les bénéfices nets de la banque au second trimestre représentent une légère baisse puisque ceux-ci atteignaient alors 228 millions.

Ces résultats sont conformes d'ailleurs aux prévisions des analystes financiers.

« Nous avons diminué quelque peu les bénéfices par action étant donné les revenus plus faibles des maisons de courtage et la faible demande des prêts hypothécaires », a déclaré hier à La Presse M. Kevin Choquette, analyste de la firme Lévesque Beaubien Geoffrion.

Un avis semblable est exprimé par Teri McCoppin, de la firme Richardson Greenshields.

Au début du mois de mai, ce dernier a indiqué que les profits de la Banque de Montréal, de la Banque Scotia et de la Banque Nationale seraient plus faibles étant donné le nombre moins élevé de jours ouvrables durant le deuxième trimestre.

Les taux d'intérêt plus hauts et la plus faible demande de prêts hypothécaires frapperont davantage la Banque Royale, la Banque CIBC et la Banque Toronto-Dominion, d'après l'analyste torontois.

Celui-ci croit que le bénéfice par action en 1995 sera de 1,5 à 6 p. cent plus faible que l'an dernier selon les différences banques.

Rachat

La Banque de Montréal a annoncé également qu'elle avait reçu du Surintendant des institutions financières du Canada l'autorisation de racheter, à des fins d'annulation, jusqu'à concurrence de 3,5 millions de ses actions ordinaires, soit environ 1,3 p. cent de ses actions ordinaires en circulation, au cours d'une période de 12 mois.

La Banque de Montréal est propriétaire de la firme de courtage Nesbitt Burns.

Les revenus nets de la banque se sont élevés à 385 millions durant le premier semestre de son exercice financier, soit une hausse de 18 p. cent sur le résultat de l'an dernier.

Kevin Choquette s'attend à ce que le secteur bancaire fasse bonne figure en 1995 malgré la réduction des profits dans les filiales de courtage.

« Toutefois, une reprise soutenue s'avère problématique compte tenu de l'incertitude entourant les taux d'intérêt, le déficit des administrations publiques et la valeur du dollar canadien. »

En 1994, les banques à chartre ont réalisé des bénéfices records, ce qui a incité les gouvernements à accroître l'impôt des grandes entreprises.

DOSSIER

Les étrangers courtisent les firmes de génie d'ici avec ardeur



Laurier Cloutier

Plusieurs des plus grandes sociétés d'ingénierie du monde convoitent ces jours-ci avec insistance des firmes de génie d'ici et leur font des « offres mirobolantes ».

Kasimir Olechnowicz, président sortant de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ), a fait cette révélation lors d'une interview-bilan, avec Johanne Desrochers, vice-présidente, à la veille de l'assemblée annuelle de l'organisme, aujourd'hui.

L'information soulève de l'inquiétude car le groupe des bâtisseurs du génie québécois atteint l'âge de la retraite alors que leurs firmes doivent concrétiser une phase de transition, de virage technologique, de réorientation de marchés et d'alliances financières.

« Cette industrie du génie, on l'a payée avec nos taxes et on l'a bâtie à coups de contrats du gouvernement et du secteur public », souligne Kasimir Olechnowicz, aussi président de CIMA. « Elle demeure à 100 p. cent québécoise, une des exceptions au Canada ». En Colombie-Britannique, Fluor Daniel détient Wright Engineering.

Mais le Québec pourra-t-il tenir longtemps ? « Des Américains regardent avec envie » nos Bombardier et Cascades de l'ingénierie, dit le président, qui y craint la répétition des achats récents de Softimage et Canstar, par Microsoft et Nike.

Chassant tous doutes, il renchérit que « des Bechtel et Fluor Daniel ont frappé, cette année, à la porte des SNC-Lavalin », qui ont toutefois repoussé les avances jusqu'ici. « De grands ingénieurs de France et de Belgique regardent aussi de très près » des leaders en croissance comme Roche, Dessau et Tecult. Le Québec se classe au quatrième rang des exportateurs de génie du monde, derrière des Bechtel, Fluor Daniel et Spie Batignolle. Pendant ce temps, SNC-Lavalin achète aussi, dont 50 p. cent de ByR au Chili, après avoir construit huit des 10 dernières centrales hydro-électriques.

Les 10 plus grandes firmes du Québec, comme les SNC, SM et CIMA, peuvent résister plus aisément car elles ont souvent déjà mis en place leurs mécanismes de succession.

Les plus petites par contre n'ont pas toujours assuré l'avenir. L'AICQ a réalisé une étude sur la succession de l'industrie et la nouvelle génération du génie, qu'elle dévoilera lors de son assemblée annuelle.

Kasimir Olechnowicz estime que les petites firmes d'ingénierie demeurent trop nombreuses au Québec et devront se regrouper, pour gagner une masse critique. « Qui aurait dit qu'un jour Agra, Monenco, Cartier et BBL ne formeraient qu'un groupe ? »

Car les défis ne manquent pas. Le vo-



PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse

Kasimir Olechnowicz et Johanne Desrochers, de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec.

lume d'affaires a chuté « d'au moins 50 p. cent au Québec depuis deux ou trois ans. Les contrats d'Hydro-Québec ont reculé de 120 à 60 millions, à l'exemple de ceux des grands donneurs d'ouvrage comme la SEB, le ministère des Transports, le para-public et les constructeurs d'édifices à bureaux. On ne voit des grues qu'autour du nouveau Forum et du siège social de l'OACI ».

Malgré tout, « l'emploi a augmenté » grâce aux progrès des virages international et technologique. Quelque 5000 ingénieurs demeurent en chômage toutefois et doivent se recycler, pendant qu'on en manque dans des secteurs de pointe. Dans ce contexte difficile, l'AICQ a mis l'accent sur le concept d'ingénieur-intégrateur (pour les pro-

jets clé en main), la formation en gestion de projets et sur de nouveaux marchés comme l'inforoute, les télécommunications, l'informatique, la recherche et développement. Rébarbatives au changement, les firmes se sont montrées réceptives, lors d'une tournée récente du président.

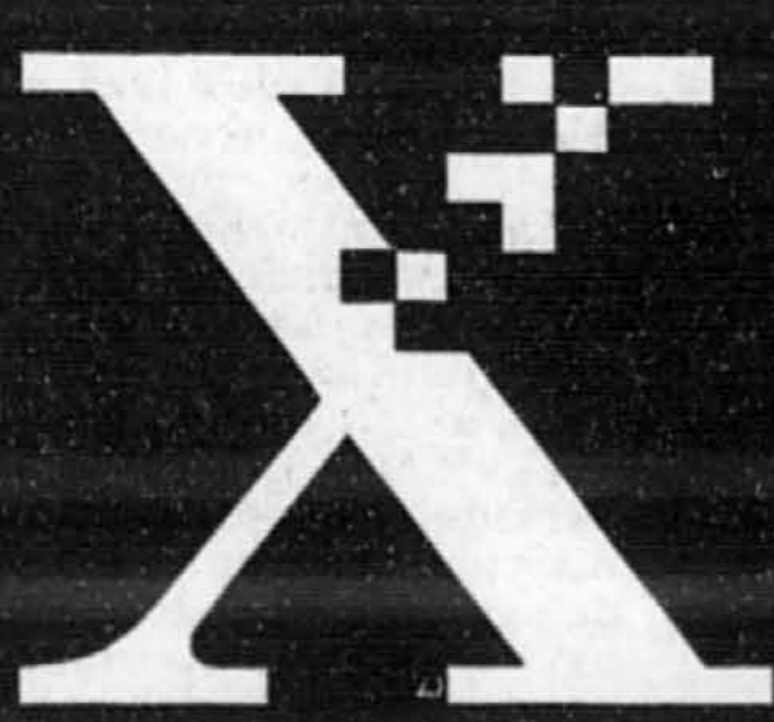
D'ici juin 96 par ailleurs, les sociétés de génie du Québec devront décrocher leur certification ISO 9001 pour avoir accès aux appels d'offres du secteur public. L'AICQ y besogne depuis 90 avec ses 285 membres et leurs effectifs de 8700 personnes. Déjà Sandwell et le Groupe Cartier l'ont obtenue.

Durant sa présidence, Kasimir Olech-

SUITE À LA PAGE 2

INDICES

	MONTREAL	2191.16	6.72
	VARIATION JOUR:	0.31%	AN: 9.60%
	TORONTO	4441.18	13.55
	VARIATION JOUR:	0.31%	AN: 3.49%
	NEW YORK	4438.16	1.72
	VARIATION JOUR:	0.04%	AN: 18.18%
	MEXIQUE	2044.83	-52.07
	VARIATION JOUR:	-2.48%	AN: -17.29%
	DOLLAR	73.27 cents US	0.03
	VARIATION JOUR:	0.04%	AN: 1.37%
	OR	384.4 \$US	1.00
	VARIATION JOUR:	0.26%	AN: -0.57%
	PÉTROLE	19.38 \$US	-0.37
	VARIATION JOUR:	-1.87%	AN: 9.49%



Nos copieurs moyens offrent maintenant une nouvelle caractéristique : une imprimante laser gratuite.

ACHÉTEZ OU LOUEZ UN COPIEUR MOYEN ET OBTENEZ UNE IMPRIMANTE LASER DE TABLE NOIR ET BLANC XEROX. GRATUITEMENT. VOUS N'AVEZ QU'À COMPOSER LE 1 800 275-XEROX. LES GENS DE DOCUMENTS XEROX

XEROX ET LES GENS DE DOCUMENTS SONT DES MARQUES DÉPOSÉES DE XEROX CORPORATION ET XEROX CANADA LTÉE DÉTIENNE DES PERMIS D'UTILISATION POUR TOUTES LES MARQUES DE COMMERCE. L'OFFRE EXPIRE LE 31 AOÛT 1995.

Les étrangers courtisent les firmes de génie d'ici avec ardeur

SUITE DE LA PAGE E 1

nowicz a basé sa planification stratégique sur une nouvelle image de l'ingénieur, le développement d'expertise en gestion de bureau et de projets et la percée dans des secteurs comme les *BOOT* (*built, own, operate, transfer*).

L'Association des ingénieurs mondiaux FIDIC souligne que les *BOOT* exigent du financement. Le président Guy St-Pierre de SNC-Lavalin pressait d'ailleurs récemment des banquiers de supporter davantage leurs ingénieurs, ajoutant qu'il préparait un projet. L'AICQ estime aussi que le génie québécois doit tisser des liens avec les banquiers internationaux et les partenaires financiers. « Il ne faut pas laisser la Lyonnaise des eaux et la Générale des eaux (de France et de Belgique) tout faire seules. Le Québec n'est pas un pays sous-développé », lance Kasimir Olechnowicz.

La FIDIC souligne par ailleurs que les *BOOT* accroissent les risques mais aussi le potentiel de profits.

Au Canada, on compte déjà des *BOOT* dans le secteur public, comme le futur pont de l'Île-du-Prince-Édouard et l'autoroute 407 ontarienne réalisée par Agra-Monenco. Dans le secteur privé, les *BOOT* se multiplient, comme le projet Petresa, de Bécancour, concrétisé par SNC-Lavalin, la cogénération et l'assainissement des eaux. Au Québec cependant, « il y a encore de la réticence » dans le secteur public et les ingénieurs eux-mêmes y ont contribué. L'AICQ a en effet demandé une période de transition, pour se faire davantage les dents sur la gestion de projets avant de passer au clé en main.

Kasimir Olechnowicz estime que si les ingénieurs ont manqué de sens de l'entrepreneuriat et de financement, ils

doivent maintenant « oser davantage, comme dans la réhabilitation des infrastructures et le développement intégré de l'environnement. L'efficacité énergétique, c'est exportable. On a l'efficacité américaine, mais à 40 p. cent moins cher. Pour percer à l'international toutefois, il faut d'abord faire ses preuves au pays ». SNC-Lavalin tire déjà 55 p. cent de ses revenus de l'international, contre quelque 30 p. cent pour l'industrie.

« Le Japon a quatre fois plus d'ingénieurs que le Canada, 14 fois moins de comptables et 39 fois moins d'avocats. Le Japon mise autant sur le génie que les États-Unis sur le droit. L'ingénieur d'ici doit prendre plus de place, dans cette ère du savoir », dit le président.

Paul Lafleur, des Consultants BPR, de Québec, doit accéder à la présidence de l'AICQ, aujourd'hui, et faire sa part dans « la course à relais ».

Les prix bondissent de 2,5% en un an

MAURICE JANNARD

■ Depuis un an, le coût de la vie a tendance à progresser plus fortement au pays, a indiqué hier Statistique Canada.

D'avril 1994 à avril 1995, l'indice des prix à la consommation (IPC) a grimpé de 2,5 p. cent. En février, le rythme annuel de l'inflation se situait à 1,8 p. cent.

Les consommateurs paient maintenant plus cher pour une foule de produits.

« On a observé des augmentations importantes de prix pour l'essence, les véhicules neufs, l'assurance de véhicules, les légumes frais, le café, les repas pris au restaurant, les coûts d'intérêts hypothécaires et les loyers », explique l'agence fédérale dans son bulletin quotidien.

Cette dernière précise que l'essence et les légumes frais ont enregistré les hausses les plus fortes.

En avril, les prix ont augmenté de 0,3 p. cent par rapport au mois précédent.

Les résultats provinciaux indiquent que le coût de la vie a progressé de 2,2 p. cent au Québec depuis un an alors que l'Ontario a enregistré une hausse de 2,6 p. cent.

Le Manitoba et la Colombie-Britannique connaissent les plus fortes hausses avec 3 et 2,8 p. cent respectivement.

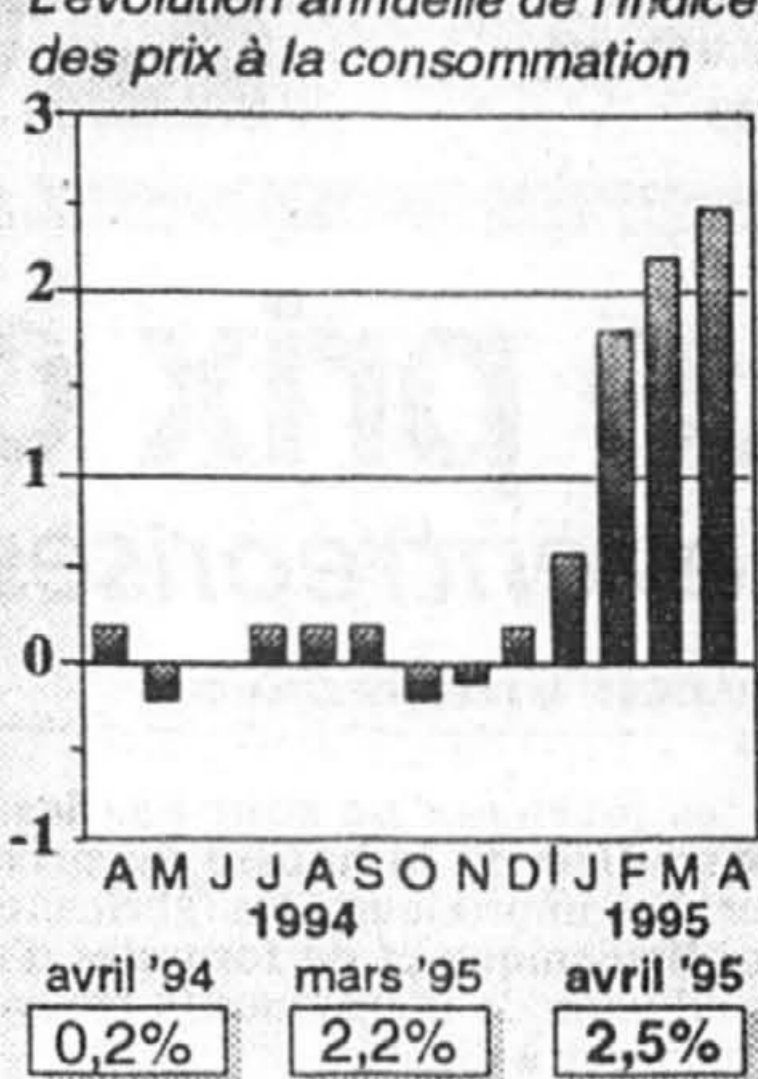
Toutes ces données montrent que l'inflation prend de l'ampleur partout au pays, ce qui ne fera que rendre la Banque du Canada davantage prudente. Celle-ci a porté d'ailleurs le taux d'escompte à 7,71 p. cent mardi.

L'économiste principale de la Banque Nationale, Mme Dominique Vachon, estime que l'économie canadienne montre actuellement des signes de dérapage potentiel.

« Certes, l'économie canadienne ralentit de façon inquiétante », souligne-t-elle. « Mais il est loin d'être clair que cet essoufflement puisse réussir à contenir tout au long de l'année la progression de l'inflation malgré la faiblesse de la demande. »

Taux d'inflation

L'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation



Source: Statistique Canada

- PC

Aux États-Unis, la Réserve fédérale a choisi avant-hier de garder les taux d'intérêt à leur niveau actuel.

Selon les indications recueillies, le service des études économiques de la Banque de Montréal s'attend à peu de changement dans la politique monétaire américaine d'ici la fin de l'année.

Ceci vaut également pour le Canada, affirme l'institution financière. « Nous croyons que la tendance de la politique monétaire va demeurer prudente au cours des prochains mois et qu'il n'y a qu'une petite possibilité pour un relâchement des conditions monétaires. »

Pour sa part, la Banque Scotia publie tous les mois un indice de prix des produits industriels. En avril, cet indicateur a baissé de 0,8 p. cent par rapport au mois précédent. En mars, les prix affichés par cet indice avaient reculé de 1,3 p. cent également.

Par contre, sur une période d'un an, les prix mesurés par la Banque Scotia ont augmenté de 4 p. cent, donnée conforme avec ce qui s'est passé au chapitre de la consommation.

La banque torontoise note le net ralentissement de l'économie américaine.

« En outre, le taux d'utilisation de la capacité de production est descendu à 84,9 p. cent, ce qui veut dire que les contraintes placées sur la capacité se sont réduites et que les risques de relance de l'inflation se sont éloignés encore davantage. »

Une comparaison internationale permet de constater qu'au chapitre de l'inflation, la performance du Canada depuis un an se rapproche de la moyenne du G-7 qui est de 2,2 p. cent.

L'Italie domine avec un taux de 4,9 p. cent tandis que le Japon est au plus bas avec une baisse annuelle des prix de 0,4 p. cent.

Le Palais des congrès de Montréal fait du charme en Europe

MICHEL DOLBEC
de la Presse Canadienne

PARIS

■ Le Palais des congrès de Montréal mène une opération de charme en Europe dans l'espoir d'attirer dans la métropole les grands rendez-vous internationaux du début du prochain millénaire.

Le vice-président au développement-marketing, René Fortin, a rencontré cette semaine à Paris les responsables d'une demi-douzaine d'associations « très importantes » et il en verra six autres aujourd'hui à Londres.

Pas question - dans ce domaine hautement concurrentiel - de dévoiler le nom des organisations courtisées, mais il s'agit évidemment, indique-t-on, de « gros congrès » auxquels participent dans certains cas plus de 10 000 délégués.

L'Europe est le terrain de chasse privilégié des hôtes de congrès d'envergure mondiale. Les sièges sociaux de 80 pour cent des grandes associations internationales sont en effet concentrés à Paris, Londres et Bruxelles.

Depuis 10 ans, toute la région est couverte par le bureau parisien du Palais des congrès de Montréal. À l'époque, la décision d'ouvrir cette permanence à l'étranger avait été critiquée. Mais les résultats obtenus depuis montrent que « c'était le bon choix », estime M. Fortin, qui avait d'ailleurs été le premier directeur du bureau parisien.

« Dix ans plus tard, on peut dire mission accomplie, a-t-il lancé hier au cours d'une rencontre avec quelques journalistes français et québécois. Ce bureau est indispensable. Sans lui, nous n'aurions pas pu être dans le coup. »

D'autant que pendant cette période, le nombre de congrès majeurs (attirant plus de 2000 délégués) venus des États-Unis, pays qui devait pourtant être le premier marché du centre montréalais, a fondu comme neige au soleil.

Montréal en accueille maintenant quatre ou cinq par année, comparativement à une douzaine y a dix ans.

Du 15
au 28 mai

Jusqu'à **25%** de rabais
sur votre **commerce
extérieur.**



Du 15 au 28 mai, vos affaires ont toutes les raisons d'aller voir du pays.

Pour un temps limité, vous profitez automatiquement et en tout temps de notre tarif interurbain le plus bas sur tous vos appels vers n'importe quelle destination à travers le monde, sauf au Canada et aux États-Unis. Vous pourriez donc épargner jusqu'à 25 %, comparé aux tarifs ordinaires des appels internationaux, en plus des économies substantielles que vous offrent déjà les plans *Avantage*^{MC} de Bell.

Si vous avez choisi un autre fournisseur d'interurbain que Bell, appelez-nous pour savoir comment profiter de cette offre.

1 800 978-BELL



Télé directe par satellite: Expressvu refuse de se plier aux décrets d'Ottawa

MANON CORNELLIER
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Les décrets du gouvernement fédéral concernant la radiodiffusion directe par satellite sont ultra vives, a soutenu hier le groupe Expressvu devant le comité sénatorial des transports et des communications.

Par conséquent, l'entreprise a décidé de ne pas se plier aux directives du gouvernement et elle compte offrir, comme prévu, son service satellite dès septembre prochain, ont indiqué le président du conseil, M. André Gourd, et le président-directeur général, M. Ted Boyle.

« Nous avons des avis juridiques qui nous disent que nous pouvons aller légalement de l'avant et nous avons l'intention d'agir légalement. Nous sommes convaincus que la loi est de notre côté », a renchéri le secrétaire du conseil d'Expressvu, Me Marc Lacourcière.

Selon les dirigeants d'Expressvu, le gouvernement peut répondre de deux façons à leur détermination. Il peut s'engager dans une longue bataille légale pour tenter de les stopper ou il peut modifier ses décrets.

Le changement que le consor-

tium a suggéré au comité sénatorial viserait à maintenir, pour une durée limitée, l'exemption adoptée par le CRTC en août dernier et qui permet à Expressvu d'opérer.

L'exemption serait en vigueur juste assez longtemps pour permettre au groupe de faire une demande de licence au CRTC, comme le souhaite le gouvernement.

Mais ce que le groupe refuse catégoriquement, c'est d'être pénalisé parce que les règles du jeu ont changé en cours de route, a insisté M. Boyle.

Selon lui, cela aurait pour effet de retarder des investissements de plusieurs millions de dollars, de nuire à la création de centaines d'emplois et de compromettre les engagements pris auprès des fournisseurs.

Les décrets exigent en effet que le CRTC prenne des mesures pour empêcher l'exploitation d'un service de radiodiffusion par satellite à moins qu'il ne détienne une licence. Or, les décrets doivent entrer en vigueur cet été, soit quelques mois avant l'entrée en service d'Expressvu, une entreprise qui opère en vertu d'une exemption et non d'une licence.

La loi de la radiodiffusion n'ac-

corde pas au gouvernement la possibilité d'imposer, par décret, des décisions rétroactives de ce genre, indiquent les avis qu'Expressvu a obtenus auprès des firmes McCarthy Tétraut et Stikeman Elliott. « L'article 4 du décret est ultra vives et invalide », écrit Stikeman Elliott.

« La société Expressvu prendra toutes les mesures jugées nécessaires pour protéger ses droits légaux », a donc insisté M. Boyle.

C'est à la fin avril que le gouvernement a présenté au Parlement deux décrets pour modifier l'approche du CRTC en matière de radiodiffusion directe par satellite.

La politique du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, annoncée en août 1994, exemptait d'une demande de licence toute compagnie qui offrirait sa programmation à partir uniquement de satellites canadiens. Les autres entreprises devaient faire une demande de licence.

Le groupe Expressvu, qui a été formé en décembre dernier, a choisi de respecter les conditions d'exemption pour entrer plus rapidement sur le marché.

Son principal concurrent, Power DirecTV, voulait utiliser un satellite

américain pour son service de télévision payante. Il n'a pas fait de demande de licence et a toujours protesté contre la différence de traitement.

Ottawa, de son côté, a décidé de revoir la politique dans ce domaine, ce qui l'a conduit à présenter ses projets de directives. Les décrets exigent des licences pour toutes les entreprises et permettent l'utilisation de satellites étrangers.

Les libéraux ont aussitôt été accusés d'avoir cédé aux pressions du groupe Power, dirigé entre autres par André Desmarais, le genre du premier ministre Jean Chrétien.

Pour sa part, le ministre de l'Industrie John Manley a laissé entendre que le CRTC avait taillé son exemption sur mesure pour offrir un monopole à Expressvu.

À sa sortie du comité, M. Gourd a démenti ces allégations. Il a rappelé qu'un des actionnaires, CANCOM, souhaitait que le CRTC procède par licence. De plus, a-t-il ajouté, le groupe a attendu de connaître le cadre réglementaire avant de mettre Expressvu sur pied, et non pas l'inverse.

Les audiences se poursuivent aujourd'hui avec les représentants de Power DirecTV.

CLAUDE PICHER



Les taxes sur la masse salariale

On entend souvent dire que les particuliers paient de plus en plus d'impôts, alors que les entreprises en paient de moins en moins.

C'est vrai.

Il y a quinze ans, les recettes des gouvernements (fédéral et provinciaux) provenant des impôts sur le revenu des particuliers représentaient 43 milliards, contre 12 milliards pour les entreprises. L'an dernier, les gouvernements sont allés chercher quelque 143 milliards dans les goussets des particuliers, contre 16 milliards chez les sociétés. Autrement dit, à chaque fois qu'un particulier payait un dollar en impôt sur le revenu, les entreprises en payaient 27 cents il y a quinze ans, contre 10 cents l'an dernier!

Mais ces chiffres sont trompeurs, parce qu'ils ne concernent que les impôts directs sur le revenu. Pour donner une idée plus rigoureuse de la situation, on doit absolument tenir compte d'une autre réalité: pendant que les entreprises payaient moins d'impôts sur le revenu, leurs taxes sur la masse salariale ont augmenté de façon spectaculaire.

Nous parlons ici des cotisations des employeurs au Fonds de service de santé, à l'assurance-chômage, à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), à la Régie des rentes du Québec, à la Commission des normes du travail.

Ces contributions ont augmenté à un rythme tel que, toutes proportions gardées, le fardeau fiscal des entreprises se compare encore aujourd'hui à celui d'il y a quinze ans.

Au Québec seulement, ces taxes ont dépassé de deux milliards en 1980 à 8,9 milliards l'an dernier. Certes, ces chiffres sont exprimés en dollars courants, c'est-à-dire qu'ils ne tiennent pas compte de l'inflation. Le dollar de 1994 ne vaut plus que 52 cents par rapport à celui de 1980. Mais, même si on les exprime en dollars constants, ils font ressortir une augmentation considérable: en termes réels, le fardeau des entreprises québécoises au chapitre des taxes sur la masse salariale a augmenté de 125 p. cent. Leurs contributions représentent aujourd'hui 5 p. cent de la taille de l'économie québécoise, contre 3 p. cent en 1980.

À chaque année, les augmentations ont été supérieures à l'inflation. Pour l'ensemble des taxes, la hausse annuelle moyenne dépasse 11 p. cent. Au début des années 80, notamment, les employeurs ont dû faire face à des augmentations importantes: 25 p. cent en 1981, 27 p. cent l'année suivante, 15 p. cent en 1983. Même en 1994, alors que l'inflation était pratiquement inexistant, les hausses ont frisé 7 p. cent.

Le tableau qui suit parle de lui-même. Il montre dans quelle mesure les employeurs ont été mis à contribution depuis quinze ans.

TAXES SUR LA MASSE SALARIALE PAYÉES PAR LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES (en millions de \$)

	1980	1994	Aug.
Fonds des services de santé	521	2 906	457%
Assurance-chômage	488	2 742	461%
Santé et sécurité (CSST)	536	1 657	209%
Régie des rentes	472	1 532	224%
Commission des normes	6	30	400%
TOTAL	2 023	8 867	338%

Evidemment, on pourra toujours se dire qu'il est normal que les entreprises fassent leur part d'une façon ou de l'autre.

Mais ces colonnes de chiffres masquent une autre réalité: c'est que les taxes sur la masse salariale contribuent à accentuer la précarisation de l'emploi, voire à maintenir le chômage élevé.

Pour comprendre cela, il suffit de se mettre deux minutes dans la peau d'un employeur. Lorsqu'une entreprise embauche un employé, elle doit tenir compte non seulement de son salaire, mais aussi des charges sociales, dont les contributions aux organismes que nous venons de mentionner.

Si, au lieu d'embaucher, l'entreprise confie une tâche à un travailleur autonome, elle n'a aucune contribution à effectuer à la CSST, à l'assurance-chômage ou à la Régie des rentes. D'autre part, s'il y a davantage de travail à faire et qu'elle ne peut, pour des raisons pratiques, faire appel à des pigistes, l'entreprise préférera de loin que ses propres employés fassent des heures supplémentaires, plutôt que d'embaucher de nouveaux employés.

Enfin, qu'il s'agisse d'impôts sur le revenu, de taxe sur le capital ou de taxes sur la masse salariale, il est toujours utile de se rappeler que le concept de fiscalité des entreprises relève de la fiction.

Certes, comme l'indiquent les documents officiels, les entreprises paient des taxes et des impôts. La réalité n'est pas aussi simple que cela. Augmentez les impôts des entreprises, celles-ci vont inévitablement se reprendre d'une façon ou de l'autre.

Pour payer ses impôts, l'entreprise pensera d'abord à réduire ses dépenses, c'est-à-dire, notamment, à geler ou baisser les salaires, voire à effectuer des mises à pied; ce sont les travailleurs qui se trouveront ainsi à payer les impôts de la compagnie. Si celle-ci réduit ses achats, ce sont les fournisseurs, et forcément les employés des fournisseurs, qui ramasseront l'addition.

Pour financer ses hausses d'impôts, l'entreprise peut aussi augmenter ses prix; dans ce cas, ce sont les clients, et donc les simples consommateurs, qui écopent.

Elles peuvent enfin absorber elles-mêmes la hausse d'impôts, mais cela aura des répercussions négatives sur leur rentabilité. À court terme, ce sont les actionnaires qui risquent d'y goûter; à long terme, cela peut compromettre la survie même de l'entreprise.

La Société des Postes prise à partie par des concurrents

Presse Canadienne
OTTAWA

La Société canadienne des Postes exploite les usagers en gonflant ses tarifs de façon à pouvoir concurrencer le secteur privé dans les messageries.

Ce reproche a été formulé hier par des concurrents de la société d'État.

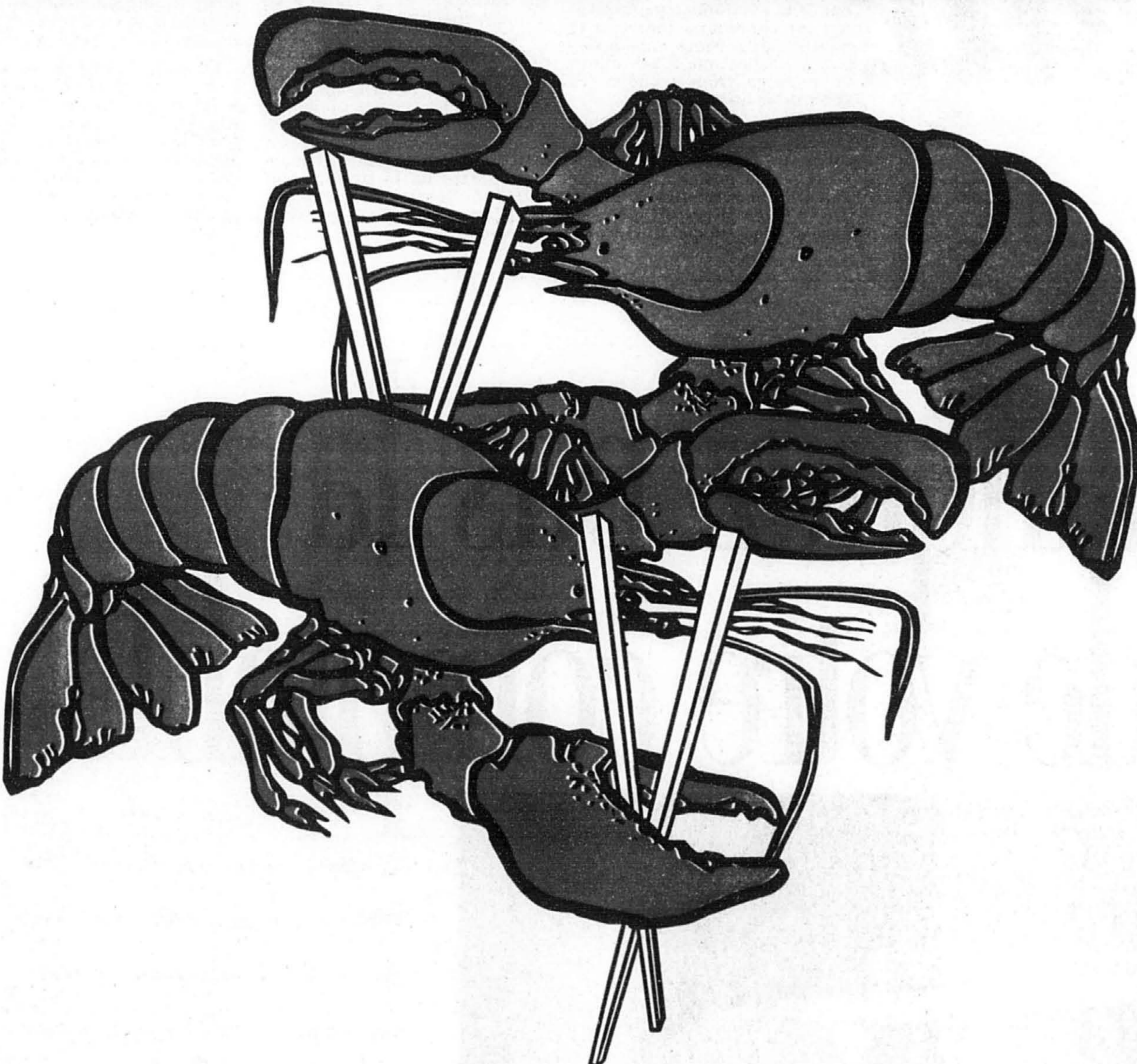
Une coalition d'éditeurs de journaux, distributeurs de dépliants et messagers, incluant aussi la puissante Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, demande que la société d'État subisse le même genre d'examen comptable qui a déjà mené à l'abolition de 45 000 postes dans 11 ministères.

« Les Postes ont accès à des milliards en revenus, grâce au monopole sur la livraison du cour-

rier régulier », a lancé en conférence de presse John Mowat, dont l'entreprise de messageries compte 700 employés en Ontario et au Québec: « La société a des infrastructures partout au pays, bâties avec l'argent des contribuables. Aucune compagnie privée ne peut lutter contre ça. »

Les Postes qualifient de non-sens ces assertions.

DEUX FOIS MIEUX!



Deux homards irrésistibles et le fameux buffet Bill Wong.

Vous avez envie de homard?

Du homard frais du Nouveau-Brunswick, tendre et délicieux, livré tous les jours... Succombez à la tentation.

C'est un petit péché, et à bon prix chez Bill Wong.

Deux irrésistibles homards du Nouveau-Brunswick et le fameux buffet Bill Wong.

Les tout nouveaux plats sur gril et au wok

Faites votre choix: steak, poitrines de poulet, crevettes, légumes frais, nouilles, et même vos sauces! Puis admirez le chef qui fera sauter les aliments devant vous, dans un wok brûlant. À la Wong, les nouveaux plats sur gril et au wok, avec service à volonté, sont compris dans notre fameux buffet.

Bill Wong, le bon choix à tout coup!

BILL WONG

4 restaurants pour mieux vous servir

5666, rue Sherbrooke Est
Montréal
(près du stade)
256-1694

7965, boul. Décarie
Montréal
(coin rue Ferrier)
731-8202

1595 boul. des
Laurentides, Laval
(coin boul. St-Martin)
668-8221

5668 International Drive
Orlando, Floride
(10 min de Disney World)
(407) 352-5373

Wall Street clôture à un nouveau record

Reuter
NEW YORK

Wall Street a clôturé à un nouveau record, hier, au terme d'une séance agitée que a vu le Dow Jones finalement terminer sur un gain modique de 0,04 pour cent.

L'indice des 30 industrielles a fini en hausse de 1,72 point à 4438,16, améliorant de moins d'un point son précédent record du 15 mai (4437,47).

INVESTIR pour l'amour des enfants

« ...IL EST DE
TOUTE PREMIÈRE
NÉCESSITÉ
D'ASSURER AUX
ENFANTS ET
AUX MAMANS DU
QUÉBEC DES SOINS
DE LA PLUS HAUTE
QUALITÉ. »



Michel Paussé et André Bérard

Campagne de développement Comité de la campagne

Président de la campagne
André Bérard
Président du conseil
et chef de la direction
Banque Nationale du Canada

Président de la Fondation de
l'Hôpital Sainte-Justine
Michel Paussé
Président, Michel Paussé et associés

Coprésidents,
comité des dons exemplaires
Paul Gobeil
Vice-président du conseil
Métro-Richelieu Inc.

Jeanne Guillemin Wood
Présidente du conseil d'administration
Guillevin International inc.

Brian M. Levitz
Président et chef de la direction
Imasco Limitée

Rémi Marcoux, F.C.A.
Président du conseil,
Président et chef de la direction
Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée

Pierre Michaud
Président du conseil et
chef de la direction
Groupe Val Royal Inc.

Président du conseil, Proviso
Serge Saucier, F.C.A.
Président et chef de la direction
Raymond, Chabot, Martin, Puri

Coprésidents,
comité des dons exceptionnels
Pierre Brunet, F.C.A.
Président et chef de la direction
Lévesque Boaubien Geoffrion Inc.

André Caillé
Président et chef de la direction
Gas Métropolitain, inc.

Yves Guérard, F.S.A., F.I.C.A., F.C.A.
Président du conseil et
chef de la direction
Sobeco Ernst & Young Inc.

Mirella Saputo
Présidente
Fondation Saputo

Président,
comité des dons spéciaux
Gérald A. Lacroix, c.r.
Président et chef de la direction
Banque de Montréal

Président,
comité des dons majeurs
Jacques R. Gagnon
Vice-président-directeur
des Relations publiques
Société d'électrolyse et de chimie
Alcan Ltée

Coprésidents,
entreprises région métropolitaine
Robert M. Lacombe
Président
Les Hebdo Télémedia

Germaine Gibara
Vice-Présidente, Participations
Sociétés des secteurs technologiques
Caisse de dépôt et placement
du Québec

Coprésident, entreprises du Québec
Jacques Gilbert, associé
Président
Raymond Chabot International Inc.

Coprésidents,
communautés culturelles
Jean-François Delage
Conseiller juridique et notaire

Monette Malewski
Vice-Présidente
Agences d'assurance M. Bacal Inc.

Coprésident,
communautés religieuses
Pierre Shoener
Associé
CGO inc.

Président,
entreprises pharmaceutiques
Bernard M. Leduc, M.D., D.Phil.
Vice-Président, Affaires scientifiques
Wyert-Avert Canada Inc.

Présidents,
comité des professionnels
M. Gérard Coulombe, c.r.
Associé
Dejardins Ducharme Stein Monast

Yves Filion
Vice-président exécutif
Production, Transport et
Télécommunications
Hydro-Québec

Elaine C. Phéris
Première Vice-Présidente, Actions
Bourse de Montréal

Coprésidents, campagne famille
René Després
Mécanicien en ventilation
Hôpital Sainte-Justine

Hélène Croteau
Chef de service
Médecine Périné
Hôpital Sainte-Justine

Robert J. Gauthier, M.D.
Chef du département
d'obstétrique-gynécologie
Hôpital Sainte-Justine

Conseiller aux communications
Marcel Barthe, ARP
Vice-président, directeur général
Optimum relations publiques

Direction de la campagne
Marilyn Forand
Directrice
Campagne de développement
Fondation de
l'Hôpital Sainte-Justine

Directeur général
Jean-Yves Desbiens
Fondation de
l'Hôpital Sainte-Justine

**FONDATION
DE L'HÔPITAL
SAINTE-JUSTINE**
Pour l'amour des enfants

Perception de la qualité des produits: Japon, Allemagne et USA sont en tête Le Canada se classe sixième parmi 17 pays

L'Institut Gallup, en coopération avec Bozell Worldwide Inc., s'est livré à un sondage auprès de plus de 20 000 consommateurs appartenant à 17 pays, dont le Canada, pour déterminer la cote des produits manufacturés de 14 grands pays exportateurs. Les 17 nations qui ont fait l'objet de cette enquête représentent plus de trois milliards de consommateurs et comptent pour les deux tiers de l'activité économique mondiale.

Il ressort de ce sondage que le Japon, l'Allemagne et les États-Unis arrivent en tête pour la deuxième année consécutive, avec à peine sept points de pourcentage entre le premier et le troisième pays. Les consommateurs ont décrit les produits japonais comme excellents ou très bons dans la proportion de 39,4 pour cent, alors qu'elle était de 35,1 pour cent pour les produits allemands et de 32,2 pour cent pour les produits américains.

La France vient en quatrième place, devançant la Grande-Bretagne, tandis que le Chine se classe huitième.

« La stabilité du classement des pays de tête souligne la nécessité de comprendre l'image d'un pays en tant que facteur de marketing, soutient Charles Peebler, directeur général de Bozell Worldwide. La perception de la qualité des produits importés crée des avantages comme des inconvénients pour les pays exportateurs, quel que soit le marché. »

Bien que le Canada se soit classé sixième parmi 17 pays, 50 pour cent des consommateurs canadiens ont décrit les produits manufacturés dans leur pays comme excellents ou très bons, un pourcentage plus élevé que celui accordé à tout autre pays, y compris les trois meneurs.

Par ailleurs, c'est à la Russie que les Canadiens donnent la cote la plus basse, la plus haute allant au Canada lui-même, au Japon, à l'Allemagne, aux États-Unis et à l'Italie.

Cette loyauté des Canadiens à l'endroit des produits manufacturés chez eux se reflète dans les réponses données à la question suivante : « Lorsque vous achetez des biens manufacturés, accordez-vous ou non la préférence aux produits canadiens ? » Quatre-vingt trois pour cent des réponses ont été affirmatives et 15 pour cent seulement, négatives.

Si les produits canadiens sont hautement considérés par les Canadiens eux-mêmes, les consommateurs de beaucoup des 16 autres pays qui ont participé à l'étude n'étaient pas au courant de leur qualité. En effet, 37,7 pour cent des répondants ont déclaré ignorer comment coter les produits canadiens, alors que 12,7 pour cent avouaient la même ignorance pour les produits japonais et 14,4 pour cent, pour les produits américains.

L'OCDE fait de la lutte contre le chômage sa priorité numéro un

MICHEL DOLBEC
de la Presse Canadienne

PARIS

Les 25 pays de l'OCDE ont promis hier à Paris au terme d'une réunion ministérielle de deux jours de faire de la lutte contre le chômage leur « priorité numéro un ».

Au moment où les États-Unis tentent de régler leur conflit avec le Japon à coups de sanctions commerciales, l'Organisation de coopération et de développement économique s'est aussi engagée à « résister au protectionnisme sous toutes ses formes ». Les ministres ont vanté les mérites de l'actuel mécanisme de règlement des différends commerciaux « qui fonctionne bien et qui est respecté ». Les Américains s'y étant apparemment opposé, le communiqué final de la réunion n'a pas explicitement condamné toutefois le recours aux mesures unilatérales comme celles que Washington envisage de prendre contre les voitures de luxe nippones.

Le ministre canadien de l'Industrie, John Manley, a admis à l'issue de la conférence que ce n'est pas la position prise par l'OCDE qui permettra de résoudre ce litige. Il perçoit toutefois dans le communiqué final « l'ex-

pression très claire » de la volonté des pays membres de voir les deux protagonistes résoudre leur dispute devant l'Organisation mondiale du commerce.

Les représentants des 25 pays les plus industrialisés de la planète ont constaté pendant leurs travaux que le chômage se maintenait à des « niveaux inacceptables ». Il y a encore plus de 34 millions de chômeurs dans le monde.

L'emploi ne connaît pas une aussi forte progression que lors des précédentes reprises économiques, souligne une nouvelle étude qui prévoit que le chômage, à l'échelle du monde, ne connaîtra qu'une faible décade d'ici la fin du siècle. Il reculera de moins de un point, estime-t-on, pour s'établir sous le seuil des sept pour cent à l'an 2000.

Les ministres ont donc décidé de s'attaquer en priorité à ce fléau, particulièrement en ce qui concerne les chômeurs jeunes, sous-qualifiés et de longue durée. Le Canada a insisté de son côté pour que l'OCDE affine ses études sur les répercussions des changements technologiques. « L'économie passe désormais par les communications mais une partie de la population mondiale ne possède même pas un téléphone », a noté le ministre Manley.

« L'OCDE est l'organisation toute désignée pour mener ce genre d'études dans les différents domaines. Les résultats nous permettront de comparer nos politiques et d'apprendre de l'expérience des autres ».

Dans leur communiqué final, les ministres de l'organisation évoquent encore une fois la nécessité de réduire les déficits budgétaires et d'assainir les finances publiques. Il faut, disent-ils, libérer l'épargne pour répondre aux « nouvelles attentes d'une population vieillissante et aux besoins croissants dans le domaine de la santé ».

Comme prévu, ils ont aussi convenu de poursuivre la libéralisation des échanges en mettant en oeuvre intégralement les accords commerciaux de l'Uruguay Round. Comme prévu également, ils ont donné le feu vert à la négociation d'un accord multilatéral sur l'investissement.

Ce désir de pousser plus loin l'ouverture des marchés a réjoui le ministre canadien de l'Industrie. « Cette volonté est bonne pour les Canadiens, a dit M. Manley. Notre économie est une des plus dépendantes du commerce mondial et ne peut que souffrir des mesures protectionnistes ».

Ne manquez pas la réaction de votre comptable.



Les chiffres parlent d'eux-mêmes : la Lexus GS300

1995 équipée d'un moteur de 220 chevaux à double arbre à cames en tête et 24 soupapes est à vous pour 648 \$ par mois. Mais attention : comme cette offre n'est valable que pour une période limitée,

**Location à 648 \$
par mois
avec financement
de 2,9 %***

nous vous recommandons d'agir vite. Pour plus de renseignements, appelez-nous dès aujourd'hui au 1 800 26-LEXUS.

LEXUS
À la conquête de la perfection

« Élégante de toutes les façons possibles, la GS300 est une voiture superbe où il fait bon passer son temps. »

Lexus GS300

Motor Trend

*Paiement mensuel basé sur un bail de 24 mois avec option d'achat et calculé en utilisant un taux d'intérêt de 2,9 % sur le coût capitalisé de la location. Accepté de 9 800 \$ ou véhicule d'échange de valeur équivalente exigé avec premier versement et dépôt de sécurité au moment de la livraison. Le coût total du bail est de 15 552 \$. Applicable à la location d'une Lexus GS300 1995 neuve entièrement équipée auprès de Toyota Crédit Canada Inc., sur approbation de crédit. Transport, PDI (800 \$), immatriculation, assurances et taxes en sus. Maximum de 48 000 km. Des frais de 15 \$ le kilomètre supplémentaire seront calculés. L'offre s'applique aux véhicules en stock chez le concessionnaire seulement. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. L'offre prend fin le 31 mai 1995.

Cutlass Supreme SL

349*



- Freins ABS
- Climatisation
- 2 coussins gonflables
- Nouvel habitacle
- Radiocassette AM/FM stéréo
- Groupe sport-roues de 16 pouces
- Moteur 6 cyl. de 3,1 L

PLAZA LE GÉANT!

Chevrolet Geo Oldsmobile Cadillac

10480 Henri-Bourassa Ouest, juste à l'ouest de l'autoroute 13. Tél.: 332-1673

* Basé sur un bail de 36 mois avec versement initial (ou équivalent) de 3 135 \$
Dépôt remboursable exigé 400 \$. Frais de 5c du km après 72,000 km. Taxes en sus. Transport et préparation inclus. Sujet à l'approbation du crédit.

Onex dénonce les mesures anti-prédateurs de Labatt

Le président de Labatt soutient pour sa part que le brasseur n'a pas de pilule empoisonnée

LAURIER CLOUTIER

■ Gerald W. Schwartz a haussé le ton et porté les hostilités devant la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO), hier. Onex dénonce les mesures anti-prédateurs, camouflées, par Labatt et presse la CVMO de forcer la brasserie à les rendre publiques.

Le président George Taylor a de son côté rappelé que Labatt n'a pas de pilule empoisonnée, puisque les actionnaires ont rejeté sa proposition, lors de l'assemblée annuelle de septembre dernier.

Mais le président Schwartz d'Onex et de LBT Acquisition Corp réplique qu'il croit avoir découvert des mesures touchant le changement de contrôle, aussi efficaces que du poison, que Labatt a caché à ses actionnaires, après leur rejet du projet de M. Taylor. Il dit avoir appris cette découverte des lèvres mêmes d'un haut dirigeant de Labatt.

Ces provisions répulsives sur le changement de contrôle concernent en particulier l'arrangement de 720 millions de Labatt, pour mettre la main sur 22 p. cent de FEMSA Cerveza, de Mexico, en septembre dernier. Labatt obtenait alors aussi une option sur un autre bloc de huit

p. cent de ce grand brasseur.

Gerald Schwartz a demandé, privément, à George Taylor, lors de leurs rencontres des 17 et 23 mai, des précisions écrites sur ces agents rébarbatifs mais ne les a toujours pas obtenues.

Pourtant « nous avons des preuves » que la direction de Labatt les a créés en secret. « Ces preuves » incluent une causerie (« Leçons tirées d'un programme de droits des actionnaires de Labatt ») prononcée par un dirigeant de la compagnie, le 9 février 1995, à Toronto. « Il y a des outils pour repousser les prises de contrôle plus efficaces que les dragées », disait-il. « Comme par exemple des ententes entre actionnaires relatives à FEMSA Cerveza et plusieurs autres accords. On peut supposer que d'autres mesures pourront plus efficacement repousser des prédateurs que des programmes de droits ».

Onex et son associée Quilnes accusent Labatt de ne pas avoir respecté les règles de la divulgation complète de l'Ontario Securities Commission (OSC) concernant FEMSA Cerveza.

« Labatt n'a pas dévoilé le prix auquel FEMSA peut racheter l'investissement du brasseur canadien. Nous craignons que ce prix ne reflète pas équitable-

ment la valeur au marché et se révèle bien en-deça des 720 millions payés l'an dernier ».

Gerald Schwartz ajoute que la conférence torontoise du dirigeant semble en outre contredire ce que Labatt a bien voulu dévoiler à l'OSC, et publiquement, sur le moment d'entrée en action des mesures hostiles. Si un concurrent prend le contrôle de Labatt, FEMSA pourrait immédiatement racheter son investissement, aurait déclaré le dirigeant. FEMSA pourrait ainsi soustraire une partie de l'actif de Labatt des mains d'Onex ou d'un autre acheteur. En outre, les actionnaires de Labatt pourraient en payer le prix, aurait ajouté le conférencier.

« Il semble s'être creusé un large écart entre l'information détenue par le public investisseur et ce que la direction de Labatt connaît », note le président d'Onex.

George Taylor n'a pas du tout rassuré Gerald Schwartz le 17 mai dernier: « Onex va hériter de tout un m... par le biais des dragées empoisonnées de Labatt ».

Le président d'Onex conclut que son offre d'achat de 2,3 milliards de Labatt demeure « conditionnelle » à l'absence de surprises inacceptables.

La vente d'autos neuves a fléchi ce printemps

PIERRE BELLEMARE

■ L'engouement qui caractérise traditionnellement le marché de la vente d'automobiles neuves au printemps n'est pas aussi marqué cette année que par les années précédentes.

Depuis le début de 1995, les consommateurs de la région de Montréal ont acheté six p. cent moins de véhicules neufs comparativement à la même période l'année dernière. La Corporation des concessionnaires d'Automobiles de Montréal (CCAM) remarque également une baisse de 8,5 p. cent dans le domaine des ventes de véhicules neufs de flotte.

« Cette situation invite les concessionnaires d'automobiles de la région de Montréal à réagir... et ce sont les consommateurs qui en bénéficient les premiers. Les concessionnaires et les manufacturiers d'automobiles n'ont jamais développé et publicisé autant de programmes de rabais », souligne Roxanne Longpré, vice-président exécutif de la CCAM.

« Voilà pourquoi, depuis le début de l'année, les dépenses publicitaires ont augmenté de plus d'un million de dollars, soit une hausse de 15,3 p. cent comparativement à la même période l'année dernière. Ces dépenses publicitaires représentent 355 \$ par véhicule neuf vendu », explique-t-elle.

« Les consommateurs semblent continuer à remettre à plus tard l'achat de véhicules neufs puisque les concessionnaires d'automobiles effectuent davantage de transactions qui concernent des véhicules usagés », poursuit Mme Longpré.

Le ralentissement de la demande dans la région de Montréal est toutefois inférieur à celui enregistré ailleurs au Canada, puisque les résultats publiés dans le *Desrosiers Report* indiquent que les ventes globales ont chuté de 11,5 p. cent, soit 15,6 p. cent pour les automobiles et 4,8 p. cent pour les camions légers.

Le nombre de concessionnaires actifs sur le marché montréalais est passé de 215 pour les premiers mois de l'année 1994 à 208 pour la même période en 1995. La main-d'oeuvre active chez les 208 concessionnaires d'automobiles de Montréal a diminué d'un p. cent et totalise maintenant 9360 employés.

Les Châteaux
De Casson
à Ville St-Laurent

OCCASION UNIQUE

3 condominiums de prestige
dont un magnifique penthouse

PROJET DE L'ANNÉE

à partir de 107* p. c.
toutes taxes incluses

Renseignement: Mme Chartrand
744-1225 / 336-2892

Bravo à la relève HEC en publicité et en vente

Le marketing se porte bien à l'École des Hautes Études Commerciales. Et les finissants au baccalauréat en administration des affaires récoltent les honneurs, tant en publicité qu'en vente, pour leurs performances remarquables.



Dans l'ordre habituel, à l'arrière : Francis Perrin, Caroline Starecky et Olivier Drouin; à l'avant : Isabelle Sestier, Martin Bastien-Pouliot et Nathalie Binda.

Relève publicitaire 1995

L'équipe HEC a fièrement remporté la 5^e édition du concours de la Relève publicitaire du Publicité-Club de Montréal, devançant six autres équipes universitaires. Leur campagne intégrée (marketing, promotion, publicité) préparée pour Les Breuvages Nora (eau Naya) a été primée par un jury composé de professionnels du milieu. En plus du prestigieux prix, chaque étudiant a obtenu un stage en entreprise ou en agence.

North American Sales Cup 1995

Les étudiants en marketing des HEC maîtrisent aussi l'art de la vente... Et si bien que l'École a remporté pour une 2^e année consécutive la North American Sales Cup! Cette compétition panaméricaine de vente s'est déroulée en français, en anglais et en espagnol, devant des acheteurs professionnels. L'équipe HEC l'a emporté sur une équipe des États-Unis et une du Mexique.



L'équipe gagnante : Marie-Andrée Gervais et Benjamin Cormic. Ce dernier a aussi remporté l'un des deux prix individuels de la compétition, le Prix international.

HEC
L'esprit d'entreprise

Pourquoi ne pas vous garantir un excellent rendement tout en conservant une flexibilité:

Terme variable de 15 mois
Convertible sans pénalité après 90 jours en CPG de 1 à 5 ans

6.75%*

* Intérêt payable à l'échéance ou sur conversion

Trust Capital

Prenez avantage de cette offre d'une période limitée
Tél.: (514) 393-8877 ou 1-800-535-8870
600, boul. René-Lévesque Ouest Montréal (Québec) H3B 1N4

* Taux sujets à changement sans préavis. Inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec.

Avis de dividende
Actions ordinaires
Actions privilégiées de 1^{re} série

TELEGLOBE

Avis est par les présentes donné qu'un dividende régulier de 0.10 \$ par action a été déclaré pour le trimestre qui se terminera le 30 juin 1995 et sera payé à cette date aux détenteurs d'actions ordinaires et d'actions privilégiées de première série en circulation qui seront inscrits à la fermeture des bureaux le 15 juin 1995.

Fait le 25 mai 1995
Le secrétaire
Guthrie Stewart

Newfoundland Telephone

AVIS DE RACHAT

AUX PORTEURS DES obligations de première hypothèque, 12% %, série Q échéant en 2000

VOUS ÊTES PAR LES PRÉSENTES AVISÉS qu'en conformité avec les dispositions des obligations première hypothèque, 12% %, série Q, échéant en 2000 (les "obligations 12% % série Q échéant en 2000") ainsi que de l'acte de fiducie et d'hypothèque intervenu le 1^{er} août 1946 entre Newfoundland Telephone Company Limited (auparavant dénommée The Avalon Telephone Company, Limited) (la "société") et Compagnie Montréal Trust, à titre de fiduciaire, auquel acte sont venus s'ajouter 22 actes de fiducie et d'hypothèque complémentaires, la société entend racheter et rachètera le 26 juin 1995 (la "date de rachat") toutes les obligations 12% % série Q échéant en 2000 qui seront en circulation à un prix de rachat de 101,50 % du montant en capital en plus des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat.

Ce prix de rachat est payable à la date de rachat sur présentation et remise des obligations, en monnaie légale du Canada, à toute succursale au Canada de la Banque de Montréal, au gré du porteur.

VOUS ÊTES DE PLUS AVISÉS que si une obligation n'est pas présentée pour rachat à la date de rachat, aucun intérêt ne s'accumulera à son égard à compter de cette date de rachat.

DATÉ à St. John's, le 25 mai 1995.

NEWFOUNDLAND TELEPHONE COMPANY LIMITED

Pour que les porteurs d'obligations puissent obtenir un paiement, il leur est recommandé de présenter un exemplaire du présent avis ainsi que leurs obligations à la banque ou à l'établissement financier avec lequel ils font habituellement affaire pour que celui-ci obtienne à son tour un paiement de la Banque de Montréal.

Le service InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone à clavier.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

Nouvelles en bref

- La Une: 110
- Nouvelles locales: 120
- Nouvelles sportives: 130
- Nouvelles économiques: 140
- Nouvelles nationales et internationales: 150
- Arts et spectacles: 160
- En primeur: 170

Éditoriaux

- Question du jour: 220

Info-AffairesSM Bell

- À surveiller cette semaine: 311
- Causeries et conférences d'affaires: 321
- Perfectionnement en gestion: 331
- Finance et comptabilité: 341
- Marketing, communication, vente et service à la clientèle: 351
- Production, qualité, environnement et technologie: 361
- Ressources humaines et formation: 371
- Informatique: 381

Questions d'affaires Réponses d'affaires

- 5 choix de chroniques disponibles: .. 410

NOUVEAU

Résultats de la loterie

- 6/49: 411
- Lotto Super 7: 412
- Sélect 42: 413
- Banco: 414
- La Quotidienne: 415

NOUVEAU

Bulletins météorologiques d'Environnement Canada

- Région de Montréal: 421
- Prévisions à long terme (Montréal): 422
- Estrie, Québec, Laurentides: 423
- Villes canadiennes: 424
- Villes américaines: 425
- Plaisanciers (Montréal): 426

Produits et services de Bell.. 520

Services de La Presse

- Service des abonnements: 610
- Annonces classées: 620
- Publicité: 630
- Rédaction: 640
- Information sur les concours: 650
- Renseignements généraux: 660



INFO-ARTS Bell

- À surveiller cette semaine: 710
- Danse: 720
- Musique et art lyrique: 730
- Théâtre: 740
- Variétés et humour: 750
- Expositions et musées: 760
- Service personnalisé (accès direct) .. 770

La Presse



Les taux d'intérêt

BANQUES	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES										
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
B. HongKong du Canada	6,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	9.25	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
B. National du Canada	1,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	9.50	9.50	8.75	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
B. République Nat. de Hy	50,000	6.65	6.55	6.55	6.50	50,000	6.15	6.37	6.54	6.66	6.79	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Banque Comm. Italienne	5,000	r6.38	r6.38	r6.38	r6.38	1,000	r6.50	r6.55	r6.60	r6.75	r7.05	—	9.25	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Banque Laurentienne	10,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Banque Manuvie	25,000	6.50	6.50	6.50	6.50	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Banque Nationale de Grèce	5,000	6.38	6.38	6.38	6.38	500	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Banque Royale	5,000	6.38	6.38	6.38	6.38	500	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Banque Scotia	5,000	6.38	6.38	6.38	6.38	500	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Banque Toronto Dominion	5,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Banque de Montréal	5,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Fidélité des Caisse de l'Est	—	—	—	—	—	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.75	8.88	9.88	8.40	8.40	8.63	8.75	8.88	
CIBC	5,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	9.25	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
FIDUCIARIES																					
Canada Trust	5,000	r6.38	r6.38	r6.38	r6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.85	—	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Fiducie Cdn. Italienne	5,000	r6.38	r6.38	r6.38	r6.50	1,000	6.50	6.50	6.60	6.75	7.00	—	9.75	9.00	9.88	8.50	8.50	8.63	8.75	8.88	
Fiducie Desjardins	1,000	6.38	6.38	6.38	6.38	500	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.40	8.63	8.75	8.88	
Fiducie Métropolitaine	5,000	r6.13	r6.13	r6.13	r6.13	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Fiducie SunLife	10,000	6.25	6.00	6.00	5.88	1,000	6.50	6.50	6.63	6.75	7.00	—	9.50	—	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Groupe Investors	—	—	—	—	—	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.25	8.63	9.63	8.25	8.25	8.38	8.50	8.63	
La Maritima	—	—	—	—	—	5,000	r6.25	r6.13	r6.13	r6.13	r6.25	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
La Mutuelle du Canada	—	—	—	—	—	5,000	r6.25	r6.25	r6.40	r6.35	r6.40	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mutuel Group	—	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
London Life	2,500	—	—	—	—	10,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.50	8.50	8.63	8.75	8.88	
Montréal Trust	5,000	6.38	6.38	6.38	6.38	500	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	9.25	9.50	8.88	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
North American Trust	5,000	6.10	6.25	6.25	6.25	500	6.60	6.70	6.75	6.75	7.00	—	9.50	8.95	—	8.50	8.50	8.63	8.75	8.88	
Trust Général	1,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.75	9.63	8.40	8.50	8.63	8.75	8.88	
Trust Bonaventure	5,000	6.25	5.50	5.75	6.00	1,000	6.50	6.63	6.63	6.75	7.00	—	—	—	—	8.50	8.50	8.63	8.75	8.88	
Trust Capital	5,000	r6.80	r6.80	r6.80	r6.80	5,000	6.90	6.90	6.88	7.00	7.15	—	9.88	—	9.88	9.38	9.25	9.25	9.38	9.50	
Trust Household	5,000	6.75	6.75	6.75	6.75	500	7.00	7.00	6.75	6.75	6.75	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Trust National	5,000	r6.13	r6.25	r6.38	r6.38	500	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	—	8.88	9.63	8.50	8.50	8.63	8.75	8.88	
Trust Prêt et Revenu	5,000	6.50	6.50	6.50	6.50	500	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.63	8.95	9.38	8.50	8.50	8.63	8.75	8.88	
Trust Royal	5,000	r6.38	r6.38	r6.38	r6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	9.50	8.88	9.63	8.50	8.50	8.63	8.75	8.88	
Trust La Laurentienne	3,000	6.38	6.38	6.38	6.38	1,000	6.38	6.50	6.50	6.63	6.88	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Les taux sont fournis par les services financiers Canex. Les abréviations suivantes sont: "j" = jour, "Min" = placement minimum, "m." = mois, "o" = hypothèque ouverte, "f" = hypothèque fermée, "r" = dépôts rachetables.

POUR UN REVENU SÛR ET STABLE: L'OBLIGATION D'ÉPARGNE RETRAITE

Pour en savoir plus sur les rendements de l'obligation d'épargne retraite ayant un coupon d'intérêt de 12% à partir de la 1^{re} année, de la 2^e année, de la 3^e année et même plus, garantie sans limite par le Québec, l'Ontario ou la Colombie-Britannique.

Conférence avec 8 conférenciers
Séminaire sur les Finances Personnelles
Collège Bois-de-Boulogne, Montréal
10500, Bois-de-Boulogne, Montréal
24 \$/personne (dîner inclus)

Consultez votre conseiller en placements du Groupe Option Retraite Inc.
Tél.: (514) 861-0777/1-800-361-REER

OPTION RETRAITE
POUR VOTRE SÉCURITÉ FINANCIÈRE

MEMBRE Le Groupe Option Retraite Inc. Membre-Fonds canadien de protection des épargnants Membre de la Bourse de Montréal

La rue n'est pas un jeu!

Pour les jeunes itinérants de Montréal, le Refuge des jeunes représente une halte où ils peuvent trouver un souper, un lit, un petit déjeuner, une douche et rencontrer des gens qui les aideront à s'en sortir.

Cette année encore, le Refuge des jeunes vous invite à donner pour atteindre son objectif de 125 000 \$.

Donnez-leur un lieu et des rencontres qui pourront faire tourner la chance.

Faites parvenir vos dons au
Refuge des jeunes,
3767 rue Berri
Montréal (Québec) H2L 4G7
Tel. (514) 849 4221

Le Refuge des jeunes: pour qu'ils cessent de survivre et recommencent enfin à vivre
Vous trouverez ci-joint mon chèque/mandat au montant de: \$ _____
Veuillez cocher cette case si vous désirez un reçu pour vos fins d'impôt A

Nom: _____ Adresse: _____
Ville: _____ Code postal: _____ Téléphone: _____

No. de donateur: 0830 56 230

GOLF INVERNESS

À moins d'une heure du pont Champlain

Jouez dans la splendeur d'un des parcours les mieux entretenus des Cantons de l'est.

Pour l'amour de la tradition

Autoroute des Cantons de l'est, sortie 90, route 215 sud. Vous pouvez réserver jusqu'à 24 heures d'avance en composant le 514-242-1595.

COMPRA. KAUF. BUY. ACHETEZ!

Un conseil de Richard Williamson, gestionnaire du Fonds d'actions européennes Altamira

Fonds d'actions européennes

Les marchés boursiers européens offrent, selon nous, des valeurs très intéressantes car, après une longue récession, l'Europe a amorcé une phase de reprise économique. Les occasions de croissance devraient y être très positives, étant donné que le produit intérieur brut européen est supérieur à ceux des États-Unis et du Japon et qu'un nombre impressionnant de multinationales de grande envergure y sont établies. Le Fonds d'actions européennes Altamira est géré par Banque Pictet (Luxembourg) S.A., l'une des sociétés de gestion les plus respectées d'Europe.

La valeur des parts et le rendement des placements du Fonds d'actions européennes Altamira varieront. Les fonds communs de placement sont vendus uniquement par voie de prospectus. Le prospectus simplifié contient des renseignements importants que nous vous recommandons de lire attentivement avant de souscrire. Tous les fonds communs de placement Altamira sont sans commission; seuls s'appliquent des frais uniques d'ouverture de compte de 40 \$. Se reporter à la première page de notre prospectus pour tous les frais relatifs à nos fonds. Le rendement passé ne garantit pas nécessairement le rendement futur.

Altamira vous offre une vaste gamme de fonds que vous pouvez acheter directement sans payer de commission. Appelez-nous pour obtenir une trousse d'information gratuite ou demandez à l'un de nos spécialistes en fonds communs de placement de vous donner de plus amples renseignements sur le Fonds d'actions européennes. Composez le 499-1836; ailleurs au Québec : 1-800-361-2354.



Appelez-nous dès aujourd'hui au sujet de nos ateliers gratuits, conçus pour vous aider à planifier vos placements.

BOURSE

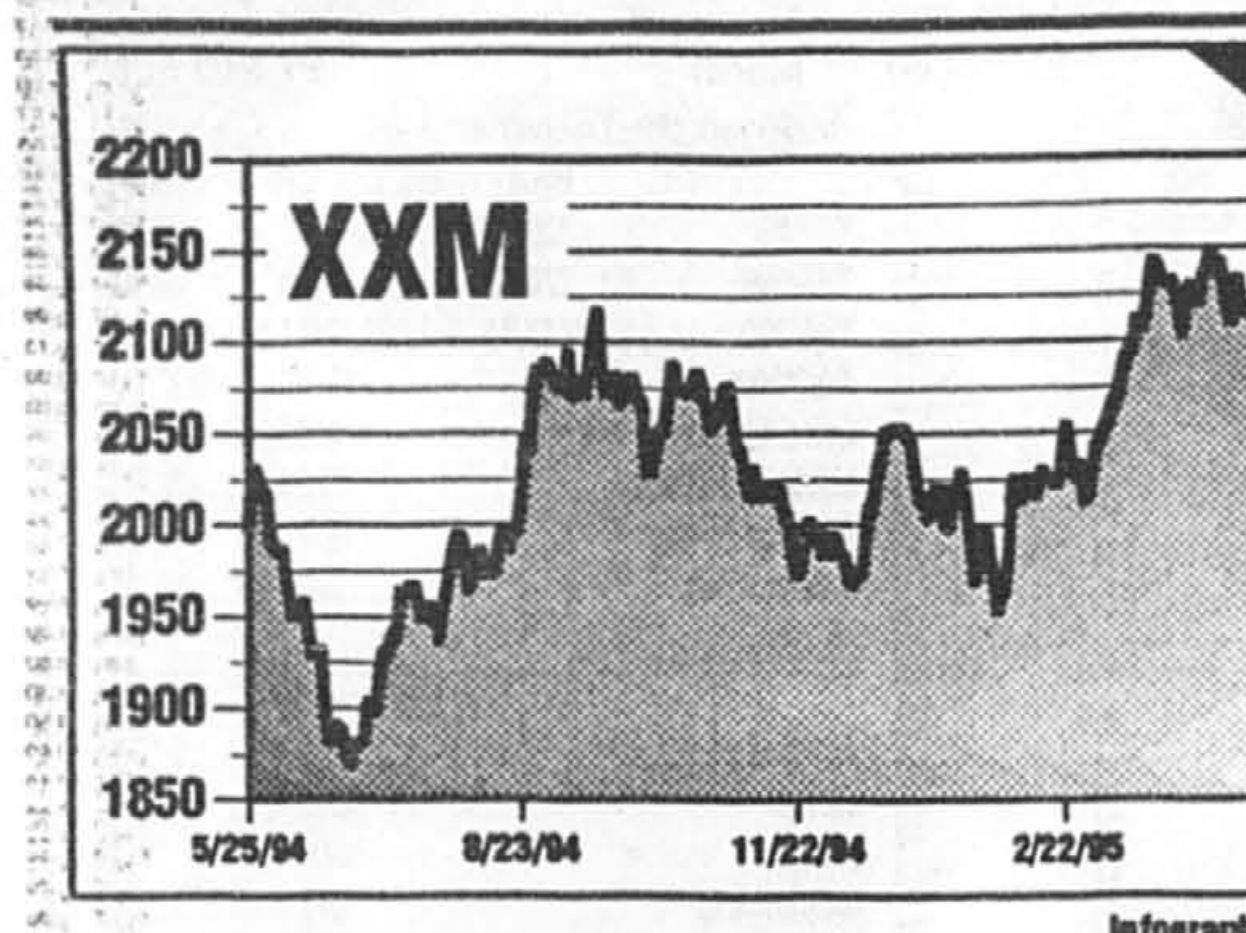


Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices. Columns include index name, current value, and percentage change.

Comment lire les cotes financières. Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période.

Div = Dividende par action sur une base annuelle. C/B = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Explication des codes. ABL Can. = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Bourse de New York et AMEX. g = Dividende en dollars canadiens. h = Dividende exceptionnel.

Fonds mutuels. Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation comptable du fonds.

Infographie La Presse

Table showing market performance for various sectors like CAC, S&P 500, and international indices.

Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période.

Div = Dividende par action sur une base annuelle. C/B = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Explication des codes. ABL Can. = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Bourse de New York et AMEX. g = Dividende en dollars canadiens. h = Dividende exceptionnel.

Fonds mutuels. Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation comptable du fonds.

Infographie La Presse

Table showing market performance for various sectors like CAC, S&P 500, and international indices.

Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période.

Div = Dividende par action sur une base annuelle. C/B = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Explication des codes. ABL Can. = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Bourse de New York et AMEX. g = Dividende en dollars canadiens. h = Dividende exceptionnel.

Fonds mutuels. Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation comptable du fonds.

Infographie La Presse

Table showing market performance for various sectors like CAC, S&P 500, and international indices.

Comment lire les cotes financières

Les titres sont énumérés par ordre alphabétique. Seuls apparaissent les titres négociés au cours de la période.

Div = Dividende par action sur une base annuelle. C/B = Cours de l'action divisé par le bénéfice annuel par action.

Explication des codes. ABL Can. = Action ordinaire sans droit de vote ou à droit de vote subalterne.

Bourse de New York et AMEX. g = Dividende en dollars canadiens. h = Dividende exceptionnel.

Fonds mutuels. Le prix indiqué correspond à la valeur nette d'une action ou d'une unité lors de la dernière évaluation comptable du fonds.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

BOURSE DE MONTRÉAL ET TORONTO

Table of stock market data for various sectors including CAC, S&P 500, and various international indices.

TORONTO

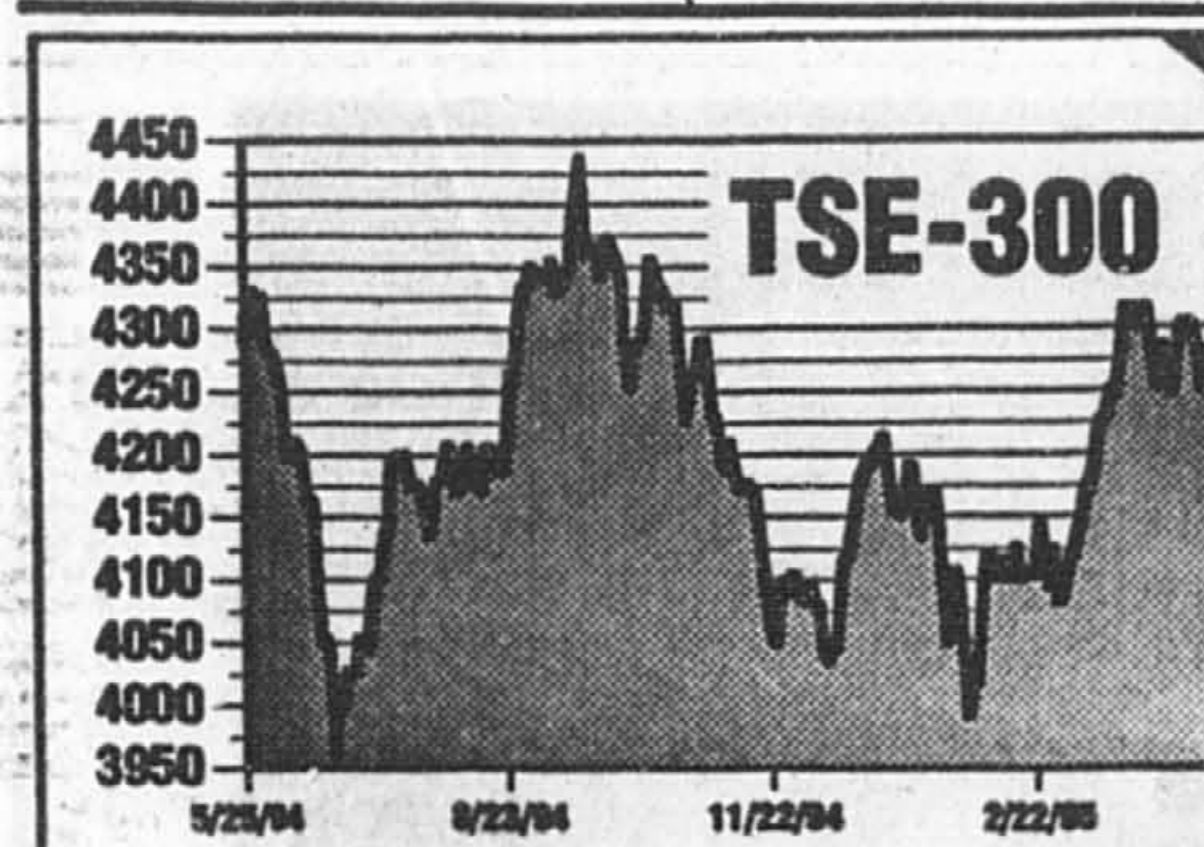


Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like CNA, CIBC, and others.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like ABL, ACC, and AFM.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like BMO, BNSF, and BELL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like C, CAG, and CCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like D, DCA, and DCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like E, EAT, and EBR.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like F, FAL, and FCB.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like G, GAT, and GCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like H, HAT, and HCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like I, IAT, and ICL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like J, JAT, and JCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like K, KAT, and KCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like L, LAT, and LCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like M, MAT, and MCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like N, NAT, and NCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like O, OAT, and OCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like P, PAT, and PCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like Q, QAT, and QCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like R, RAT, and RCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like S, SAT, and SCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like T, TAT, and TCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like U, UAT, and UCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like V, VAT, and VCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like W, VAT, and WCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like X, VAT, and XCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like Y, VAT, and YCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like Z, VAT, and ZCL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like AA, VAT, and AA-CL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like AB, VAT, and AB-CL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like AC, VAT, and AC-CL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like AD, VAT, and AD-CL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like AE, VAT, and AE-CL.

Table of stock market data for Toronto, including columns for Values, Dr. (100), and various stock symbols like AF, VAT, and AF-CL.

**QU'EST-CE QUE
ÇA PREND POUR QUE
VOUS FASSIEZ
AFFAIRES AVEC UNITEL?
DES INTERURBAINS
GRATUITS?**

(C'est fait.)

Cette fois, vous ne pourrez plus résister. Abonnez-vous dès aujourd'hui à Unitel^{MC} et vous bénéficierez de notre meilleure promotion jamais offerte : **les jours d'interurbains gratuits¹**. Vous n'avez qu'à nous mentionner le volume d'interurbains que vous faites habituellement, nous vous dirons combien de jours gratuits vous obtiendrez. (Pour vous donner une idée, ça pourrait être **plus de 30**.) Et le reste de l'année, vous resterez en avance, très en avance. Si votre entreprise dépense 50 \$ ou plus par

mois en frais d'interurbain, nous vous garantissons des économies de 30 %² sur les tarifs de votre compagnie de téléphone locale. De plus, avec les rabais quantitatifs et le rabais d'indicatif régional le plus fréquemment utilisé, vos économies pourraient dépasser 60 %³. Alors, faites de bonnes affaires avec nous, abonnez-vous à Unitel dès aujourd'hui! Parce que si, de notre côté, nous sommes là pour rester, on ne peut pas en dire autant des jours d'interurbains gratuits offerts à votre entreprise.

unitel
ENTREPRISES

1 800 567-3692

1. Le nombre exact de jours d'interurbains gratuits varie selon le plan et peut être offert sous forme de rabais indiqués sur la facture ou de chèques de remboursement. Sous réserve de l'approbation du CRTC. Appelez le 1 800 567-3692 pour plus de détails. 2. Économies en comparaison des tarifs interurbains courants de votre compagnie de téléphone locale. 3. Économies par appel en comparaison des tarifs interurbains courants de votre compagnie de téléphone locale, sur les appels à destination du Canada et des États-Unis. Elles varient selon les habitudes d'appel et le volume d'appels mensuel. Unitel est une marque de commerce d'Unitel Communications Inc. MSC 1102

FONDS MUTUELS

Table of mutual funds with columns for fund name, ticker, and various performance metrics.

OPTIONS CANADA (transférables)

Table of Canadian options with columns for contract type, price, and other details.

WARRANTS

Table of warrants with columns for issuer, price, and other details.

SUITE DE LA PAGE 9

Continuation of the Warrants table from page 9.

SUITE DE LA PAGE 8

Continuation of the Warrants table from page 8.

Les métaux

Table of metal prices including gold, silver, and platinum.

NEW YORK

Table of New York market data including stock prices and indices.

ACTUALITÉS



Après le passage des flots

Des gens contemplant les dommages causés à une route par des inondations, près de Manhattan, dans le Kansas. A certains endroits, la route a été emportée sur les flancs de collines.

PHOTO AP

La propriété de la famille Kennedy à Palm Beach en Floride est vendue à un banquier new-yorkais

Agence France-Presse

PALM BEACH, Floride

Après de nombreuses péripéties, la famille Kennedy a vendu à un banquier new-yorkais sa propriété de Palm Beach, où la Maison-Blanche prenait jadis ses quartiers d'hiver, mais qui avait connu par la suite des épisodes moins glorieux.

La propriété, achetée en 1933 par le patriarche de la famille, Joseph P. Kennedy, sera classée demeure historique, selon les termes de l'accord signé mardi entre la famille Kennedy, le conseil municipal de Palm Beach et le banquier John Castle et son épouse.

Le montant de la transaction n'a pas été révélé. La propriété et son mobilier avaient été mis en vente à sept millions de dollars.

Selon Arthur Schlesinger, historien et ami de la famille cité mercredi par le *New York Times*, les Kennedy avaient le sentiment que le moment était venu de se séparer de Palm Beach.

« Palm Beach n'est pas un endroit où la jeune génération Kennedy trouve sa nourriture spirituelle. Ils se consacrent tous à des activités sérieuses et Palm Beach est le symbole même de la frivolité », a-t-il dit.

Ces dernières années, la propriété était restée liée aux yeux des Américains au procès pour viol du neveu du sénateur Edward Kennedy et aux nombreuses fêtes largement arrosées qu'ils y donnaient et dont la presse s'était fait largement l'écho.

Depuis 1979, la famille Kennedy s'était battue contre la Ville pour empêcher que la

demeure ne soit classée monument historique, ce qui selon elle aurait eu pour effet de dissuader les acheteurs. La maison avait été finalement mise en vente fin 1993, avant la mort de Rose Kennedy, décédée en janvier 1994 à l'âge de 104 ans.

Selon les termes de l'accord, John Castle et son épouse acceptent que seules les parties de la propriété visibles de la rue soient classées monument historique, en échange de quoi ils pourront procéder à certaines rénovations sur le reste de la demeure et avec l'aval de la ville. L'un des principaux changements consiste à installer l'air conditionné.

« C'est une maison merveilleuse pour une famille. Nous comptons en faire une maison super pour nos enfants, qui ont une vingtaine d'années », ont déclaré les nouveaux propriétaires.

Dans les prisons payantes, ce sont les détenus qui doivent régler l'addition

De plus en plus de taules américaines font payer leurs pensionnaires...

Agence France-Presse
WASHINGTON

De plus en plus de prisons américaines deviennent payantes et, pour soulager le contribuable inquiet de l'escalade de la population pénitentiaire, elles présentent l'addition à des détenus qui n'ont pourtant que de faibles ressources.

Dix dollars par jour — soit 3 650 \$ par an — jusqu'à 40 \$ pour les multirécidivistes : c'est le tarif imposé par la prison du comté de Berks, en Pennsylvanie, depuis 1993. Les détenus doivent ajouter à la note 3 \$ pour la visite d'une infirmière, 5 \$ pour la consultation d'un médecin et 2 \$ pour une coupe de cheveux.

« Le principe n'est pas de gagner de l'argent pour le comté mais de créer une responsabilité chez le détenu », affirme le directeur adjoint de l'établissement, Eliot Werst. En 1994, la prison, qui abrite près de 700 détenus, a récolté 62 600 \$ reversés dans les caisses du comté.

Les prisonniers qui ne peuvent régler la note à la fin de leur peine se voient proposer des plans de remboursement. L'important est qu'ils fassent « un effort », dit M. Werst. « Même 5 \$ par mois durant les 30 prochaines années, ça va ! ». Les mauvais payeurs, eux, sont considérés comme des débiteurs de droit commun.

Ridicule ?

« C'est ridicule », s'insurge Ed Koren, avocat de l'Union américaine pour les Libertés civiles (ACLU). « La plupart des prisonniers n'ont pas d'argent », dit-il, accusant les autorités de vouloir « tirer du sang des pierres » pour « récolter des voix » aux élections.

La population pénale a franchi un nouveau record en 1994 en dépassant le seuil du million, soit un adulte sur 193, alourdissant encore la charge financière du contribuable américain. Selon les spécialistes, les États-Unis, engagés dans une politique de « tout répressif », dépensent désormais 30 milliards par an

pour leur système pénitentiaire contre 4 milliards en 1975.

Ces dernières années, les initiatives locales se sont multipliées pour faire payer la facture aux détenus en dépit de leurs maigres moyens.

Selon les dernières statistiques du département de la Justice, 53 p. cent des détenus disposaient d'un revenu inférieur à 10 000 \$ par an en 1991 et 32 p. cent d'un revenu inférieur à 5 000 \$. Le seuil de pauvreté aux États-Unis est fixé à 7 363 \$ par an, selon le département du Travail.

Le système pénitentiaire fédéral, qui compte 89 000 détenus, applique lui aussi depuis le 1^{er} janvier dernier une participation des prisonniers au « coût d'incarcération » en vertu d'une loi votée en 1992.

L'indemnité est calculée en fonction du coût moyen d'incarcération, évalué à 21 352 \$ par an et par détenu pour 1995, selon Greg Bogdan, porte-parole du Bureau fédéral des prisons. Son montant définitif est basé sur « la capacité de payer » de chaque détenu, assure-t-il.

Ainsi les prisonniers au revenu inférieur ou égal au seuil de pauvreté en sont dispensés.

À la différence de certaines expériences locales, les autorités fédérales ont abandonné l'idée de faire payer les soins médicaux, dit-il.

« L'argent collecté est utilisé pour la prévention de l'abus d'alcool et de la drogue », selon M. Bogdan.

Pour ses détracteurs, cette nouvelle dette des détenus envers la société risque de peser sur les familles des prisonniers et d'encourager la récidive.

« Elles ont un sens si le prisonnier a de l'argent, mais n'en ont aucun si vous ne leur fournissez pas une source de financement », dit Ed Koren de l'ACLU.

Le travail pénitentiaire rapporte entre quelques dizaines de cents et un dollar l'heure. Le salaire minimum aux États-Unis est de 4,25 \$ l'heure.

Le choléra fait de plus en plus de victimes en Amérique latine

Agence France-Presse

BRASILIA

Le choléra poursuit sa progression en Amérique latine depuis qu'il a éclaté au Pérou en 1991, touchant en particulier le Mexique où cette année 1 737 cas ont été recensés, dont 36 décès, et le Brésil, avec 7 183 personnes contaminées.

Une enquête menée par l'AFP dans la région indique que en plus de ces deux pays, sont également concernés l'Argentine, la Colombie, le Venezuela et le Chili, où la dernière attaque de la maladie a eu lieu en décembre dernier, tandis que Cuba et l'Uruguay sont les seuls pays épargnés.

Au Brésil, les cas de choléra n'ont pas cessé d'augmenter depuis son apparition avec cependant un fléchissement récent. En 1991, on a recensé 2 103 cas avec 33 morts ; en 1992, 35 572 cas avec 462 morts ; en 1993, 60 340 cas avec 670 morts. Enfin, en 1994, on a recensé 51 379 cas avec 545 morts (une diminution). En 1995, la tendance à la diminution se poursuit. Au premier trimestre, 7 183 cas ont été enregistrés avec un nombre de morts indéterminé mais voisin de 200.

Au Mexique, la propagation de la maladie a touché cette année 1 737 personnes, tuant 36 malades. Les autorités craignent un développement encore plus rapide avec l'arrivée de la saison des pluies. L'année 1995 a vu une courbe ascendante des cas recensés : 58 en janvier, 119 en février, 379 en mars, 433 en avril, 748 jusqu'au 10 mai. Soit

quasiment un triplement par rapport à la même période en 1994, bien que le directeur des services d'épidémiologie, Roberto Tapia, affirme que les moyens de dépistage sont beaucoup plus efficaces.

En Argentine, depuis l'apparition brutale de la maladie en février 1992 dans les régions frontalières avec la Bolivie, les moyens mis en place ont permis d'arrêter sa progression en 1993. Au 3 janvier 1994, les services du ministère de la Santé faisaient état de 2 648 cas et de 50 morts.

Dans le dernier pays sud-américain touché, le Venezuela, où un chauffeur de camion contaminé en décembre 1993, 70 personnes sont mortes de la maladie.

« Cela fait 18 mois que nous n'avons pas recensé un seul cas de choléra », a déclaré à l'AFP le directeur des services d'épidémiologie à Caracas, M. Francisco Araoz.

M. Araoz a mis ce résultat sur le compte des moyens de détection rapides mis en place.

En Colombie, depuis que le premier cas a été détecté en mars 1991, le choléra a tué plus de 300 personnes et touché près de 17 000 autres. Mais depuis cette date, le ministère estime que les efforts de prévention mis en place ont permis de circonscrire la maladie.

Au Chili, depuis l'apparition de la maladie en avril 1991, trois personnes sont mortes mais 150 autres ont survécu.

L'encyclique sur l'oecuménisme
Ut unum sint sera publiée mardi

Agence France-Presse

CITÉ DU VATICAN

L'encyclique de Jean-Paul II sur l'oecuménisme *Ut unum sint* (Afin que tous soient un) sera publiée mardi prochain, a annoncé le Vatican hier.

Le document sera présenté par le cardinal australien Edward Cassidy, président du Conseil pontifical pour l'unité des chrétiens, et par le père blanc français Pierre Duprey, secrétaire du même organisme.

L'encyclique, la 12^e de Jean-Paul II depuis son élection au pontificat en 1978, concernera le dialogue avec les chrétiens orthodoxes et les chrétiens protes-

tants en vue de la réunification de l'Église.

Le pape souhaite que le Jubilé de l'an 2000 offre l'occasion de faire avancer le processus de réunification, commencé concrètement sous le pontificat de Jean XXIII dans les années 60.

L'Église a subi une première grande fracture au XI^e siècle à la suite du grand schisme d'Orient, marqué par des excommunications réciproques entre l'évêque de Rome et l'évêque de Constantinople. La seconde grande fracture a été causée par la Réforme de Martin Luther, au XVI^e siècle.

Cette offre prend fin bientôt!

Une prime Estée Lauder
chez Eaton

À l'achat de 21 \$ ou plus de produits Estée Lauder, vous recevrez, sans autres frais, cette prime 7 pièces :

- 2 rouges à lèvres All Day, «Frosted Apricot» et «Starlit Pink», format régulier
- un crayon «Définition des lèvres», ton fauve
- un Complexe réactivant triple action Fruition 6 mL
- un fond de teint diffuseur de lumière «Lucidity», beige neutre 6 mL
- une brosse à cheveux
- une eau de parfum Tuscany Per Donna en atomiseur 5 mL

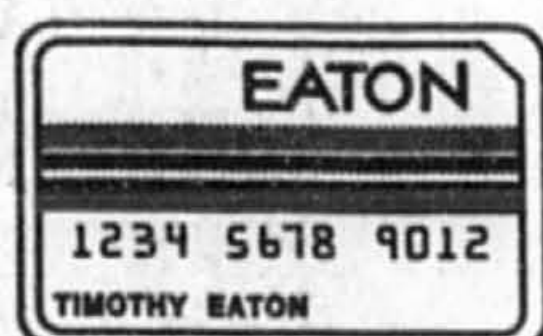
Offre en vigueur jusqu'au 4 juin 1995. Une prime par personne.



Luttez contre le passage du temps, le stress et les facteurs environnementaux à l'aide du Complexe raffermissant à l'élastine Résilience. Maintenant offert en crème et en lotion non grasse. 30 mL 45 \$ 50 mL 70 \$

Aussi offerte : Crème auto-bronzante, ton moyen, 100 mL 21 \$

Vendus à ou par tous les magasins Eaton. Rayon des produits de beauté, 313. Venez ou composez : 284-8484



Eaton. On veut être votre magasin.

EATON

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas